

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 24 janvier 2024

Zoom sur : S&P dégrade les perspectives de la note créditrice colombienne.

S&P Global Ratings a préservé la note créditrice de la Colombie à BB+, mais a ajusté la perspective de stable à négative en raison d'une croissance économique en-deçà des prévisions. Ainsi, l'agence indique dans son rapport que ces données de croissance, «*génèrent une confiance potentiellement faible et persistante des investisseurs (impactant l'investissement du secteur privé) pouvant représenter des risques pour nos prévisions de retour de la croissance du PIB à sa tendance d'un peu plus de 3% au cours des deux prochaines années*». En outre, l'agence a déclaré qu'il n'est pas exclu qu'une dégradation de la note puisse également survenir au cours des deux prochaines années: «*Nous pourrions également abaisser la note créditrice si des déficits de la balance courante se produisent de manière plus importante que prévu, si le profil externe déjà faible de la Colombie se détériore davantage ou si les finances publiques deviennent plus fragiles*».

S&P a également informé que, suite au changement de la perspective de la note créditrice de stable à négative pour la Colombie, l'agence a également révisé à la baisse l'évaluation de trois banques commerciales et deux banques d'État. Il s'agit de Bancolombia, Banco de Bogotá, Davivienda, Financiera de Desarrollo Territorial (Findeter) et Financiera de Desarrollo Nacional (FDN). Cette décision découle du changement de perspective pour la Colombie, car les institutions ne sont pas évaluées au-dessus des notes souveraines, comme l'a expliqué l'agence de notation.

Malgré les préoccupations suscitées par ce changement, l'agence a souligné la stabilité des institutions et de la démocratie. En outre, le ministre des Finances et du Crédit public, Ricardo Bonilla, a rappelé: «*en novembre 2023, l'indicateur de suivi de l'économie a rebondi de 2,3%, contribuant à améliorer les perspectives de croissance économique pour 2024*».

Bolivie

Evo Morales déclare que la Bolivie est un pays en situation d'insolvabilité.

Dans un contexte de polarisation politique intense en prévision des élections présidentielles de 2025, l'ex-président bolivien Evo Morales a affirmé que les investisseurs internationaux perçoivent désormais la Bolivie comme un endroit risqué pour investir, une perception qui n'existait pas durant ses 14 années au pouvoir. Ainsi, l'ex-dirigeant a une fois de plus critiqué la gestion économique du gouvernement actuel dirigé par Luis Arce. Il a souligné qu'au cours de son mandat, de 2011 à octobre 2019, l'indice de risque pays n'a jamais dépassé les 350 points, tandis que sous le mandat d'Arce, il a atteint 2229 points en décembre 2023.

Les entreprises dénoncent le non-respect par les banques de l'instruction de remettre les envois de fonds en dollars.

La Confédération nationale des micros et petites entreprises (Mypes) de la Bolivie a dénoncé le fait que les banques ne respectent pas la circulaire émise par l'Autorité de surveillance du système financier (Asfi) concernant la disposition de la devise étasunienne. Helen Rivero, présidente de la confédération, a déclaré que son secteur souffrait des difficultés à obtenir des dollars pour payer les intrants importés nécessaires aux activités courantes des entreprises qu'elle représente. Elle a déclaré que les entreprises sont poussées à avoir recours au marché parallèle, où elles achètent un dollar à 7,90 BOB à la place du taux de change officiel de 6,96 BOB.

Colombie

L'économie colombienne enregistre une croissance de 2,3 % en g.a. en novembre.

L'économie colombienne a connu une reprise significative, surpassant trois mois consécutifs de contraction, selon les dernières données de l'Indice de Suivi de l'Économie (ISE) de novembre. Le Département National de Statistique de la Colombie (Dane) a rapporté une croissance de 2,3 % en g.a. ce mois-là, mettant fin à la tendance à la baisse qui prévalait depuis août. Cependant, l'analyste Romero souligne une dualité dans l'économie

du pays. Alors que des secteurs traditionnels tels que le commerce, l'industrie et la construction font face à des contractions persistantes, d'autres liés aux services, tels que l'administration publique, montrent un élan positif. Ces disparités pourraient avoir des répercussions sur le marché du travail, les secteurs intensifs en main-d'œuvre étant confrontés à des difficultés.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,40 %	-1,55 %	1 264 pts
Change USD/COP	+0,84 %	-13,30 %	3 941
Change EUR/COP	+0,11 %	-12,80 %	4 270
Prix du baril colombien (USD)	+2,50 %	-3,18 %	84,51

Baisse significative du déficit commercial colombien en novembre 2023 en raison d'importations en berne.

En novembre 2023, le déficit commercial de la Colombie a enregistré une baisse significative de 28,9 % en g.a., atteignant 762,1 M USD. Cette diminution s'explique principalement par un recul marqué des importations, témoignant de la fragilité de l'économie locale. La valeur des importations a chuté de 12,8 % en g.a. en novembre, tandis que les ventes externes du pays ont connu une contraction de 9 %. Pour mémoire, sur les onze premiers mois de l'année 2023, le déficit commercial a diminué de 31,9 % pour atteindre 9,4 Md USD, comparé à 13,7 Md USD à la même période en 2022.

En outre, on note que depuis le 15 novembre dernier, le système de sécurité Syga de la Direction des Impôts et des Douanes Nationales (DIAN) en Colombie connaît des interruptions, créant des difficultés pour les importateurs du pays. Javier Díaz, président de l'Association Nationale de Commerce Extérieur (Analdex), a souligné que ces défaillances du système entraînent des coûts

supplémentaires pour les importateurs, notamment en termes de frais d'entreposage quotidien, d'attente du transport et de retraits par les agences de douane.

Chute de 44,9% des ventes de logements neufs en Colombie en 2023.

Selon la Chambre colombienne de la construction, Camacol, les ventes de logements neufs en Colombie ont enregistré une baisse significative de 44,9% en 2023. Cela représente une baisse de 5,1 M USD (20 Md COP) dans les investissements des ménages pour l'achat de logements par rapport à 2022. Camacol souligne que cette diminution des ventes a également impacté les débuts de nouveaux projets de construction. Ainsi, fin décembre 2023, seulement 138 418 nouvelles habitations ont été lancées, contre 193 387 fin 2022, soit une baisse de 28,4%. Dans un communiqué officiel, Camacol a alerté sur l'impact des taux élevés sur la l'achat de logements. Au cours de l'an passé, près de 38 000 ménages ont abandonné leur projet d'achat de logement, mettant en lumière les défis persistants du marché immobilier colombien.

JetSmart débute ses opérations sur le marché domestique avec des billets à partir de 7,6 USD (30 000 COP).

La compagnie aérienne *JetSmart* a lancé le 24 janvier ses activités sur le marché intérieur colombien en mettant en vente des billets à partir de 7,6 USD (30 000 COP). La compagnie propose des vols vers des destinations très demandées telles que Cartagena, Medellín, Pereira, Santa Marta et Bogotá, avec des opérations prévues à partir du 14 mars. *JetSmart* prévoit de transporter plus de 2 millions de passagers au cours de sa première année d'exploitation, offrant une tarification spéciale. Estuardo Ortiz, PDG de *JetSmart Airlines*, a déclaré : *« Nous marquons aujourd'hui l'histoire de la Colombie en lançant nos vols domestiques dans le pays. Notre modèle ultra low cost a fait ses preuves dans la région, nous permettant de transporter plus de 25 millions de personnes avec des tarifs ultra bas sur des avions neufs. Nous voyons un énorme potentiel en*

Colombie pour offrir des voyages aériens à bas prix à tous les Colombiens, tout en favorisant le développement, le tourisme et la connectivité. Le modèle ultra low cost est de retour en Colombie. »

Débat sur la réforme fiscale en Colombie : entre implications économiques et besoins de santé.

Alors que le Président Gustavo Petro et le ministre des Finances, Ricardo Bonilla, cherchent à élaborer une nouvelle réforme fiscale pour réduire la charge fiscale des entreprises, le Ministre de la Santé Guillermo Alfonso Jaramillo a affirmé que les entreprises devraient contribuer davantage pour financer le système de santé. Ainsi, lors d'une audience publique sur la réforme de la santé à Bucaramanga, le Ministre Jaramillo a déclaré : *« Nous aurons besoin de plus de ressources, alors ne nous embêtez pas, et aidez-nous plutôt à élaborer une réforme fiscale (...). Faisons en sorte que les entreprises paient l'argent qu'elles ont cessé de payer et faisons une réforme juste et équitable, où chacun contribue en fonction de ses moyens ».*

Ainsi, ces propos vont à l'encontre de ce qu'a déclaré le Président Petro lorsqu'il a annoncé l'augmentation du salaire minimum pour 2024, affirmant vouloir réviser la dernière réforme fiscale pour alléger la charge des entreprises. De même, le ministre des Finances Ricardo Bonilla a déclaré qu'ils examineraient la question de la réduction de l'impôt sur le revenu des entreprises et ses répercussions sur les personnes physiques.

Face à cette nouvelle proposition du Ministre de la santé Jaramillo, Bruce Mac Master, Président de l'Andi et du Conseil des Affaires, a qualifié les déclarations de "déstabilisantes". Ainsi, pour Jaime Alberto Cabal, président de Fenalco, parler de nouvelles réformes fiscales est inapproprié alors que les effets de la réforme précédente se font encore sentir, et certains produits de la consommation courante sont désormais taxés.

Ecopetrol a doublé son engagement à intégrer des projets de production d'énergies renouvelables.

À la fin de l'année 2023, Ecopetrol a atteint une capacité de production de 472 mégawatts (MW) d'énergies renouvelables dans sa matrice électrique avec des projets d'exécution, de construction et d'exploitation. Cette capacité représente 2,3 fois la capacité opérationnelle de fin de 2022 (208 MW). Pour mémoire, cette montée en puissance d'Ecopetrol converge avec les diverses annonces du Président Pétro, dont le dernier à Davos, sur la suspension des contrats d'exploitation de pétrole et gas jusqu'à 2026.

Equateur

Les chiffres de l'emploi se dégradent légèrement.

Les données sur l'emploi pour le mois de décembre 2023, indiquent une détérioration du marché du travail. Le taux d'emploi de qualité s'établit à 35,9% de la population active en baisse de 0,1% en g.a. Néanmoins, le taux de chômage, s'est établi à 3,4% de la population active, en baisse de 0,2% en g.a. (3,6% en décembre 2022). En revanche, le taux de sous-emploi reste élevé (avoisine les 60% de la population active) et en très légère augmentation en glissement annuel (+0,1%).

Le Président Noboa envisage un moratoire pour la fermeture du bloc pétrolier ITT.

Le Président Noboa a laissé entrevoir une possibilité de moratoire pour la fermeture du bloc pétrolier ITT, situé dans l'enceinte du parc national Yasuni, et qui produit environ 60 000 bpd, soit environ des revenus équivalents à 1,5 Md USD par an. Deux options s'ouvrent au gouvernement pour concrétiser le moratoire : inclure une question autorisant le moratoire dans le cadre du référendum qui aura lieu à la fin du T1 de cette année ou une saisine à la Cour Constitutionnelle qui permettrait de proroger le délai de fermeture d'un ou deux ans.

Guyana

TotalEnergies et QatarEnergy suivent la sortie de Tullow du bloc Orinduik du Guyana.

Eco (Atlantic) Oil & Gas a annoncé que deux de ses partenaires dans la licence Guyana

Orinduik, TotalEnergies et QatarEnergy, ont renoncé à leur participation. Cela fait suite à l'annonce en août 2023 du départ de Tullow, qui a vendu sa filiale guyanienne à Eco. TotalEnergies et QatarEnergy ont participé à l'exploration du bloc dans le cadre d'une coentreprise 60/40 appelée TOQAP B.V, détenant 25%. Ainsi, le duo n'a pas l'intention de participer à la 2^{ème} phase de la licence Orinduik, qui a débuté le 14 janvier 2024 (la licence expire le 13 janvier 2026). Durant ces dernières années de validité de la licence, le titulaire s'engage à forer un puits d'exploration jusqu'à la formation créacée.

Eco Orinduik BV, exploitant de la licence, a informé le ministre des Ressources naturelles du Guyana du début de cette phase. Sous réserve des approbations gouvernementales requises, Eco restera l'exploitant avec une participation de 40% en tant qu'Eco Guyana, et Eco Orinduik B.V détiendra 60%. Malgré les départs, Eco reste optimiste quant au potentiel du périmètre Orinduik. L'opérateur passera maintenant à la planification et à la préparation de l'ingénierie pour le forage. Pour mémoire, deux découvertes tertiaires ont été faites à Orinduik en 2019 aux puits Jethro et Joe. Eco avait déclaré que ces découvertes indiquaient la présence de pétrole lourd.

Evaluation en cours pour la construction d'une raffinerie dans la région de Berbice.

Le ministre des Finances du Guyana Ashni Singh a déclaré que le gouvernement avait reçu neuf propositions de parties intéressées pour la construction d'une raffinerie dans la région de Berbice du pays. Parmi celles-ci, cinq ont été présélectionnées et font actuellement l'objet d'une évaluation. Le classement final de ces propositions devrait être achevé au cours du T1 de 2024, a déclaré le Ministre Singh lors d'une présentation du budget 2024 au Parlement. L'installation proposée devrait traiter au moins 30 000 barils de brut par jour. De plus, le Ministre Singh a noté que l'engagement d'investissement des entreprises présélectionnées devrait dépasser 1 Md USD.

La construction de cette raffinerie s'inscrit dans la stratégie du Guyana visant à assurer la sécurité énergétique. Cette initiative a gagné en pertinence avec la guerre de la Russie en Ukraine, qui a entraîné une hausse des prix du pétrole et par conséquent une augmentation des prix des produits de base. Le gouvernement

a reconnu la nécessité d'isoler les communautés locales des impacts de la volatilité du marché pétrolier mondial. L'objectif pour le Guyana, par le raffinage de son propre brut pour répondre aux besoins énergétiques, protège le pays de la nécessité d'importer des produits raffinés coûteux en période difficile.

Le Guyana et la hausse record de la production pétrolière mondiale en 2024.

L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) prévoit une offre mondiale de pétrole record de 103,5 millions de b/j en 2024. Le Guyana mène la hausse de la production aux côtés des États-Unis, du Brésil et du Canada, contribuant à une augmentation collective de 1,5 million de b/j. En 2023, le Guyana a produit 142,9 millions de barils de pétrole à partir du bloc Stabroek exploité par ExxonMobil. Actuellement, sa production s'élève à 550 000 b/j et devrait atteindre 600 000 b/j d'ici la fin mars 2024.

Suriname

Selon Petronas, le Suriname doit instaurer des mesures incitatives pour l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz rares.

Zamri Baseri, le chef de la société malaisienne Petronas au Suriname, a souligné la nécessité pour le pays de mettre en place des mesures incitatives afin de stimuler l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz rares par les entreprises. Selon lui, ces mesures incitatives pourraient inclure des redevances et des réductions d'impôts, ainsi que des incitations commerciales, et seraient susceptibles d'accélérer les décisions d'investissement des entreprises énergétiques. La mise en place de mesures incitatives par le gouvernement pourrait favoriser un environnement plus propice aux investissements et accélérer le développement des ressources énergétiques du pays. En outre, ces initiatives débloqueraient des investissements en *offshore*, ainsi qu'une décision finale d'investissement par TotalEnergies et APA Corporation sur le Bloc 58.

Pérou

Le gouvernement annonce qu'il « n'injectera » pas d'argent dans Petroperu.

Alberto Otárola, chef du gouvernement, a déclaré que l'administration, à sa demande, avait choisi de ne pas soutenir financièrement la société d'État pétrolière Petroperú. Otárola a souligné qu'après une réunion avec la présidente Boluarte, la priorité a été accordée aux travaux de prévention dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en prévision de l'arrivée éventuelle du phénomène El Niño.

Les réserves internationales nettes (RIN) débutent en 2024 à la hausse.

Selon les données de la Banque centrale (BCRP), au 17 janvier 2024, les RIN s'élèvent à 74,9 Mds USD et représentent 29% du PIB. Il s'agit d'une augmentation de 3,9 Mds USD par rapport au mois de décembre 2023 où elles ont atteint 71 Mds USD. Selon les analystes, ces résultats se rapprochent des niveaux les plus élevés des RIN observés depuis 1992. A contrario, en 2023, le Pérou n'a pas respecté la règle du déficit budgétaire, en enregistrant 2,8% du PIB, dépassant l'objectif de 2,4 % fixé par le ministère de l'Économie et des Finances (MEF). La Banque centrale a souligné que le non-respect de cet objectif n'avait pas été observé depuis plus de vingt ans. Selon l'agence de notation Moody's, une nouvelle dérive du déficit d'une ampleur similaire ou supérieure à celle de l'année dernière, dans un contexte de reprise de l'économie, justifierait une révision de la notation de crédit à la baisse.

Venezuela

PDVSA et PEMEX signent un accord d'échange technique.

Pedro Tellechea, ministre du Pétrole et président de la compagnie pétrolière Petroleos de Venezuela (PDVSA), et Octavio Romero, directeur de Petroleos Mexicanos (Pemex), ont signé mardi 23 janvier un protocole d'accord pour renforcer les relations dans le secteur pétrolier. Le ministre Tellechea a déclaré que ce mémorandum « nous permettra de favoriser la coopération à travers l'échange de connaissances

techniques sur un large éventail de sujets, en vue d'approfondir nos relations et notre complémentarité ».

Pour sa part, Pemex a déclaré que ce mémorandum visait à promouvoir la coopération et l'échange de connaissances et d'informations techniques.

La prolongation d'un an de l'exonération des taxes d'importation sur les hydrocarbures et les additifs pour essence est accordée aux entreprises publiques et privées.

Le gouvernement vénézuélien a annoncé via la Gazette officielle n° 42.797, en date du 12 janvier 2024, la publication du Décret n°4.911, exonérant de droits et taxes les importations et ventes de carburants dérivés des hydrocarbures dans le pays pendant un an.

Selon le texte officiel, le carburant sera exempté de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), des droits à l'importation ou toute autre fiscalité. Cette exonération s'étend également aux additifs destinés à améliorer la qualité de l'essence. La mesure s'applique aux importations et ventes de carburants effectuées sur le territoire national par des entités étatiques, des entreprises appartenant à l'État, des entreprises mixtes avec participation étatique et privée, ainsi que par des entreprises privées, conformément à l'article 58 de la Loi organique des hydrocarbures.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr